



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 21, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'environnement sécuritaire d'Haïti a enregistré un gain tactique significatif les 20 et 21 février, alors que l'opération « Operasyon San Kanpe » de la PNH a éliminé 16 membres de gangs à Kenscoff, tandis que 150 officiers supplémentaires accompagnés de deux véhicules blindés renforçaient Cap-Haïtien face à une résurgence de l'insécurité dans le Nord. Ces avancées opérationnelles coïncident avec une pression croissante sur la gouvernance : Le Nouvelliste a publié le premier éditorial majeur mettant en cause le PM Fils-Aimé pour son inaction depuis le 7 février, alors que l'OIM confirmait 1,4 million de personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 23 000 expulsées en janvier seulement. L'arrestation de 1 135 Haïtiens par la République Dominicaine en une fenêtre de 24 heures le 19 février signale une pression bilatérale croissante sur un système de déplacement déjà saturé.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La PNH a tué 16 membres de gangs dans la nuit à Kenscoff dans le cadre des opérations offensives continues d'« Operasyon San Kanpe ».

Le rapport de l'OIM de janvier 2026 confirme 1,4 million de déplacés internes avec 23 000 nouveaux déplacements en janvier seulement.

La République Dominicaine a arrêté 1 135 Haïtiens en 24 heures le 19 février, comprimant davantage les corridors de déplacement.

L'éditorial du Nouvelliste marque la première critique médiatique grand public significative de l'inaction du PM Fils-Aimé depuis le 7 février.

Le centre tactique H-TAC de Morne-Casse a lancé son premier cycle de formation de 3 semaines avec 30 policiers.

DÉVELOPPEMENT 1: ESCALADE OPÉRATIONNELLE DE LA PNH : KENSCOFF ET CAP-HAÏTIEN

La Police Nationale d'Haïti a exécuté une opération nocturne majeure à Kenscoff les 20 et 21 février, éliminant 16 membres de gangs dans le cadre de la campagne soutenue « Operasyon San Kanpe ». Les hauteurs de Kenscoff représentent une zone stratégiquement sensible contrôlant les voies d'accès entre la périphérie sud et les quartiers résidentiels huppés de Port-au-Prince, dont Pétionville. Une position consolidée de la PNH dans cette zone contraindrait de manière significative la mobilité des gangs entre l'anneau sud de la capitale et le corridor Carrefour-Martissant.

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Simultanément, les autorités ont déployé 150 officiers de renfort accompagnés de deux véhicules blindés à Cap-Haïtien en réponse à une résurgence déclarée de l'insécurité dans le Nord. Ce tempo opérationnel sur deux fronts -- les hauteurs du sud et le pôle économique du nord simultanément -- reflète soit une stratégie délibérée de pression à l'échelle nationale, soit une posture réactive étirée sur plusieurs fronts. La distinction est importante : une stratégie délibérée implique une capacité de coordination, tandis qu'une posture réactive indique que la PNH est en retard sur les vecteurs de développement des gangs.

Le centre tactique H-TAC de Morne-Casse a entamé son premier cycle de formation de 3 semaines avec 30 officiers, fournissant la première preuve institutionnelle que le pipeline de renforcement des capacités sécuritaires d'Haïti génère des résultats. Trente officiers par cycle reste un résultat marginal face à des forces de gangs se chiffrant en milliers, mais le lancement du cycle établit un point de référence pour suivre l'accélération ou la stagnation de la génération de forces.



CONTEXTE HISTORIQUE

La PNH opère sous de sévères contraintes de ressources depuis l'assassinat du Président Moïse en 2021, avec une expansion territoriale dramatique des gangs entre 2023 et 2024. La mission multinationale MSS dirigée par le Kenya a été autorisée spécifiquement pour fournir un soutien opérationnel et un renforcement des capacités que la PNH ne pouvait pas générer elle-même.

POINTS DE DISCUSSION

L'opération de Kenscoff représente un gain tactique concret dans une zone directement pertinente pour le contrôle des accès à Port-au-Prince.

Le renforcement de Cap-Haïtien signale une prise de conscience institutionnelle que l'insécurité dans le Nord ne peut plus être traitée comme secondaire.

Le débit du H-TAC de 30 officiers par cycle de 3 semaines nécessite une mise à l'échelle significative pour approcher une génération de forces significative.

Les opérations simultanées nord-sud testent si le commandement et la logistique de la PNH peuvent soutenir un tempo sur plusieurs fronts.

Le rôle de coordination de la MSS dans l'une ou l'autre opération n'a pas été confirmé et doit être suivi explicitement.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les partenaires sécuritaires internationaux devraient demander une confirmation immédiate de l'implication de la MSS et des protocoles de coordination dans les deux opérations.

Les ONG opérant dans les corridors de Kenscoff et de Pétionville devraient réévaluer les voies d'accès compte tenu des conditions opérationnelles actives.

Le pipeline de formation du H-TAC devrait être évalué par rapport aux objectifs convenus dans la documentation du mandat de la MSS.

Les opérateurs économiques à Cap-Haïtien devraient vérifier les périmètres de déploiement des véhicules blindés avant de planifier des mouvements logistiques.

Les missions diplomatiques devraient demander un briefing opérationnel de la PNH pour distinguer une stratégie délibérée d'une posture réactive.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2: VIDE DE GOUVERNANCE : FILS-AIMÉ SOUS PRESSION ÉDITORIALE

Le Nouvelliste, principal quotidien francophone d'Haïti et institution de presse grand public la plus reconnue du pays, a publié un éditorial aux alentours du 20 et 21 février critiquant directement le Premier ministre Alix Fils-Aimé pour n'avoir rien apporté de substantiel depuis le 7 février. La critique cible simultanément trois domaines : l'échec à répondre à l'expansion territoriale des gangs, l'absence de remaniement gouvernemental pour signaler une nouvelle orientation politique, et l'inaction sur les structures de gouvernance dont la transition de mandat avait créé une attente de recalibrage.

La portée de l'éditorial dépasse son contenu. Le Nouvelliste n'éditorialise pas habituellement contre les premiers ministres en exercice en termes opérationnels. Sa décision de le faire à cette jonction -- deux semaines après la date de transition officielle du mandat du CPT -- représente un franchissement de seuil dans la tolérance des médias d'élite à l'égard de l'inertie exécutive. Lorsque l'establishment éditorial de Port-au-Prince rompt avec la patience institutionnelle, cela précède ou accompagne généralement un repositionnement politique plus large parmi les partis et la société civile.

Pour les parties prenantes internationales, l'éditorial crée un nouveau point de référence. Les déclarations et contacts presse du bureau du PM Fils-Aimé seront désormais mesurés à l'aune du cadre de responsabilisation publique du Nouvelliste. Les donateurs et partenaires diplomatiques qui ont accordé au gouvernement une marge de manuvre opérationnelle pendant la période d'ajustement post-7 février pourraient faire face à une pression croissante de la part des interlocuteurs de la société civile pour durcir les conditionnalités.



CONTEXTE HISTORIQUE

La période de transition post-Moïse en Haïti a été caractérisée par une instabilité récurrente des premiers ministres, avec plusieurs gouvernements n'ayant pas réussi à consolider leur autorité avant que les disputes au niveau du CPT ne sapent leur cohérence opérationnelle. Fils-Aimé a assumé le rôle dans le cadre du CPT dont la structure même du mandat reste contestée.

POINTS DE DISCUSSION

La critique éditoriale du Nouvelliste marque la première pression de responsabilisation grand public significative sur Fils-Aimé depuis le 7 février.

La critique en trois domaines -- gangs, remaniement, gouvernance -- reflète les mêmes points de pression que les partenaires internationaux ont soulevés en privé.

Les franchissements de seuils éditoriaux dans la presse haïtienne ont précédé des réalignements politiques accélérés dans de nombreux gouvernements antérieurs.

La relation du CPT avec le PM Fils-Aimé fera l'objet d'un examen public si la critique éditoriale génère une coalition d'opposition ou de société civile.

Les partenaires internationaux ne devraient pas traiter l'éditorial comme isolé, mais comme un indicateur avancé de la formation d'un consensus au sein des élites.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les missions diplomatiques devraient intégrer l'éditorial du Nouvelliste dans leurs évaluations de la durabilité politique du PM Fils-Aimé.

Les partenaires internationaux devraient demander un cadre concret de résultats de gouvernance sur 30 jours au bureau du Premier ministre.

Les agents de liaison avec la société civile devraient évaluer si l'éditorial génère une activité structurée de coalition d'opposition.

Les cadres de conditionnalité des donateurs devraient être réexaminés à la lumière du discours de responsabilisation émergent.

La veille médiatique devrait être renforcée pour suivre si d'autres médias renforcent ou réfutent la position du Nouvelliste.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 3: CRISE DES DÉPLACEMENTS : RAPPORT OIM DE JANVIER ET PRESSION DOMINICAINE

Le rapport de situation de janvier 2026 de l'OIM confirme que la population haïtienne déplacée à l'intérieur du pays a atteint 1,4 million de personnes, avec 23 000 déplacements supplémentaires enregistrés en janvier seulement. Ce chiffre représente l'un des totaux mensuels de déplacements les plus élevés du cycle de crise actuel, entraîné par les expulsions continues de population initiées par les gangs dans les quartiers contestés de Port-au-Prince et du département de l'Artibonite. L'ampleur des déplacements en janvier indique que les opérations sécuritaires détaillées dans le Développement 1, bien que tactiquement significatives, n'ont pas encore produit de soulagement mesurable dans les mouvements de population.

Le 19 février, la République Dominicaine a arrêté 1 135 Haïtiens en une seule opération d'application de la loi de 24 heures. Ce chiffre est opérationnellement significatif car il comprime la soupape de décompression que le mouvement transfrontalier irrégulier a historiquement fournie. Les Haïtiens déplacés par l'activité des gangs qui trouvaient auparavant refuge intermédiaire en territoire dominicain ou utilisaient la zone frontalière comme point de transit vers des pays tiers font désormais face à une posture d'application qui ferme ce corridor.

La convergence des déplacements records de janvier à l'intérieur d'Haïti et de l'intensification de l'application dominicaine crée une dynamique de compression : les populations expulsées des zones contrôlées par les gangs ne peuvent pas se déplacer de manière fiable vers le sud vers des territoires haïtiens plus sûrs, ne peuvent pas se déplacer vers l'est à travers la frontière, et submergent les camps de déplacés dont la capacité et le financement sont déjà épuisés. L'ordonnance de mise en accusation du juge Voltaire contre l'ancien chef de la PNH Rameau Normil pour trafic d'armes, bien qu'institutionnellement importante, ne traite pas directement les facteurs de déplacement opérant à cette échelle.



CONTEXTE HISTORIQUE

La crise des déplacements en Haïti s'est intensifiée régulièrement depuis 2022, l'OIM suivant des surges périodiques corrélées aux grandes offensives des gangs. La République Dominicaine a mené des opérations cycliques de déportation et d'arrestation massives tout au long de cette période, février 2026 représentant une intensification de cette posture d'application.

POINTS DE DISCUSSION

1,4 million de déplacés internes avec 23 000 déplacements en janvier confirme que le tempo des opérations sécuritaires n'a pas encore infléchi la courbe des déplacements.

L'arrestation dominicaine de 1 135 Haïtiens en 24 heures le 19 février comprime directement le principal corridor informel de déplacement.

La dynamique de compression -- expulsion par les gangs à l'intérieur et frontière est fermée -- accélérera les délais de saturation des camps.

Les chiffres de l'OIM pour janvier ancreront les appels de financement humanitaire pour le premier trimestre 2026 et devraient être intégrés dès maintenant dans l'engagement avec les donateurs.

La mise en accusation pour trafic d'armes de l'ex-chef de la PNH Normil, bien que significative sur le plan institutionnel, ne traite pas les facteurs immédiats de déplacement.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations humanitaires devraient immédiatement réviser les projections de capacité des camps en utilisant la base de référence de 1,4 million de janvier.

L'OCHA et l'OIM devraient évaluer conjointement l'impact de la posture d'application dominicaine sur la modélisation des corridors de déplacement.

Les missions diplomatiques devraient soulever l'escalade de l'application dominicaine bilatéralement pour évaluer son caractère de coordination ou unilatéral.

Les gouvernements donateurs devraient accélérer les décisions de financement humanitaire pour le premier trimestre 2026 compte tenu de la vélocité des déplacements de janvier.

Les ONG disposant de programmes en zone frontalière devraient évaluer la viabilité opérationnelle dans les conditions actuelles d'application dominicaine.



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4: SABOTAGE D'INFRASTRUCTURE ET CRISE DE CONTAMINATION DE L'EAU

Électricité d'Haïti a confirmé que l'incident d'électrocution à Pétionville -- qui a tué au moins un civil -- a été causé par un sabotage criminel délibéré d'un câble électrique. Cette détermination transforme l'incident d'une défaillance de maintenance en un événement sécuritaire avec des implications directes pour les évaluations de vulnérabilité des infrastructures à travers Port-au-Prince. Si des acteurs affiliés aux gangs ou des réseaux criminels ciblent délibérément les infrastructures de services publics, la surface d'attaque du réseau électrique déjà fragile d'Haïti s'étend au-delà du périmètre contrôlé par les gangs vers des zones nominalement sécurisées telles que Pétionville.

Le gouvernement a simultanément convoqué un atelier inter-institutionnel sur la crise de contamination de l'eau potable d'Haïti, avec des évaluations préliminaires indiquant que plus de 92 pour cent de l'eau potable disponible est contaminée. Ce chiffre, s'il est méthodologiquement solide, représente une urgence humanitaire aux implications multisectorielles : l'eau contaminée favorise le choléra et d'autres vecteurs de maladies d'origine hydrique, dégrade la résilience sanitaire des populations dans les camps de déplacés, et impose des coûts supplémentaires aux chaînes logistiques humanitaires déjà soumises à tension par le volume des déplacements.

La combinaison d'un sabotage délibéré des infrastructures et d'une contamination systémique de l'eau crée un risque opérationnel composé pour les acteurs humanitaires et les entreprises. Les générateurs dépendants des chaînes d'approvisionnement en carburant déjà vulnérables aux perturbations des gangs font désormais face à une menace supplémentaire de sabotage du réseau électrique. Les entreprises et les ONG qui dépendent de l'accès à l'eau municipale font face à une exposition à la contamination nécessitant un investissement systématique dans la filtration.



CONTEXTE HISTORIQUE

AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Les infrastructures d'Haïti fonctionnent dans un état de dégradation chronique depuis le séisme de 2010, l'expansion des gangs depuis 2022 accélérant davantage les attaques ciblées sur les infrastructures électriques et les chaînes logistiques de carburant comme instruments de contrôle territorial et économique.

POINTS DE DISCUSSION

La confirmation du sabotage par EDH élève les attaques contre le réseau électrique du statut de défaillances de maintenance à celui de menaces sécuritaires délibérées nécessitant des protocoles de réponse différents.

Un taux de contamination de l'eau potable de 92 pour cent représente une urgence de santé publique systémique aggravant tous les indicateurs humanitaires existants.

Le sabotage à Pétionville démontre que les attaques d'infrastructure liées aux gangs ne sont pas confinées aux zones contrôlées par les gangs.

Le risque composé -- sabotage électrique et contamination de l'eau -- dégrade directement la capacité opérationnelle humanitaire dans les camps de déplacés.

L'atelier inter-institutionnel du gouvernement sur l'eau est un signal positif de premier ordre, mais nécessite un calendrier concret de remédiation pour être opérationnellement significatif.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les équipes de sécurité des entreprises et des ONG à Pétionville et dans les zones adjacentes devraient immédiatement mettre à jour les évaluations de vulnérabilité des infrastructures.

Les organisations humanitaires devraient mener des audits d'urgence sur la sécurité de l'eau pour tous les sites de camps et de distribution.

Les donateurs devraient évaluer le financement d'urgence pour les infrastructures de purification de l'eau comme complément direct à la programmation sécuritaire.

EDH et les partenaires sécuritaires gouvernementaux devraient établir des protocoles de protection des infrastructures pour les actifs de services publics dans les zones nominalelement sécurisées.

Les partenaires internationaux devraient demander le plan concret de remédiation du gouvernement issu de l'atelier inter-institutionnel sur l'eau dans un délai de 72 heures.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller la PNH pour un rapport opérationnel formel sur les éliminations de Kenscoff, ce qui confirmerait la cohérence de la structure de commandement et la capacité de documentation opérationnelle. Guetter tout suivi du Nouvelliste ou d'acteurs politiques d'opposition à l'éditorial sur Fils-Aimé, car une amplification secondaire dans les 48 heures confirmerait un franchissement de seuil plutôt qu'une critique isolée. Suivre les déclarations officielles de la République Dominicaine sur l'arrestation massive du 19 février pour déterminer si l'opération est une escalade politique ou une poussée tactique d'application.

CETTE SEMAINE

L'avancement du premier cycle de formation du H-TAC de Morne-Casse devrait être évalué par rapport au calendrier annoncé de 3 semaines pour détecter tout signe de perturbation ou d'accélération. La réponse du bureau du PM Fils-Aimé à l'éditorial du Nouvelliste, que ce soit par une conférence de presse, une annonce de politique ou un signal de remaniement ministériel, définira la trajectoire narrative politique de la semaine. Les rapports de capacité des camps de l'OIM et de l'OCHA devraient être surveillés pour détecter des indicateurs indiquant si la vitesse des déplacements de janvier se poursuit ou décélère en février.

HORIZON STRATÉGIQUE

La convergence des gains tactiques de la PNH, de la pression de responsabilisation sur la gouvernance et des déplacements records face à un périmètre d'application dominicain qui se ferme crée un test de résistance critique pour l'architecture de transition d'Haïti au cours des 30 prochains jours. Si le tempo opérationnel de la PNH produit une consolidation territoriale mesurable sans soulagement humanitaire correspondant -- notamment sur les déplacements et la contamination de l'eau -- les partenaires internationaux feront face à une pression croissante pour escalader soit les engagements de financement, soit l'intervention diplomatique sur le volet gouvernance. La prolongation du mandat du CPT jusqu'au 7 février 2027 fournit une marge de manœuvre politique, mais la détérioration opérationnelle et humanitaire à la vitesse actuelle ne respecte pas les calendriers institutionnels.

SOURCES PRIMAIRES

Rapport de déplacement en Haïti -- janvier 2026. Organisation Internationale pour les Migrations. Février 2026.

Éditorial sur les performances de gouvernance du PM Fils-Aimé. Le Nouvelliste (Port-au-Prince). 20-21 février 2026.

Déclaration opérationnelle de la PNH sur « Operasyon San Kanpe » -- action de Kenscoff. Police Nationale d'Haïti. 20-21 février 2026.

Annonce du déploiement de renfort de la PNH à Cap-Haïtien. Police Nationale d'Haïti. Février 2026.

Confirmation par EDH du sabotage criminel de l'électrocution à Pétionville. Électricité d'Haïti. Février 2026.

Atelier inter-institutionnel du gouvernement sur la contamination de l'eau potable. République d'Haïti. Février 2026.

Opération d'application de l'immigration de la République Dominicaine -- rapport d'arrestation du 19 février. Autorités d'immigration dominicaines via Haïti Libre. 19 février 2026.

Rapport de lancement du cycle de formation du centre tactique H-TAC de Morne-Casse. Haïti Libre. Février 2026.

Ordonnance de mise en accusation du juge Voltaire contre l'ex-chef de la PNH Rameau Normil. AlterPresse. Février 2026.

Rapport de situation de l'OCHA en Haïti -- déplacements continus et accès humanitaire. Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies. Février 2026.

Couverture de Loop Haïti des opérations sécuritaires de Kenscoff. Loop Haïti. 21 février 2026.

Couverture d'AlterPresse du renforcement sécuritaire à Cap-Haïtien. AlterPresse. Février 2026.

Couverture Reuters de la sécurité et des déplacements en Haïti. Reuters. Février 2026.

Couverture AFP de l'arrestation massive de ressortissants haïtiens par la République Dominicaine. Agence France-Presse. 19 février 2026.